

## **Une vacance du pouvoir inacceptable.**

Après avoir été sous la tutelle d'une ministre devenue secrétaire d'État lors du dernier remaniement ministériel, les institutions de l'Enseignement supérieur et de la Recherche n'ont désormais plus d'interlocuteur politique dédié depuis presque deux mois.

Situation inédite jusqu'ici, et signe d'un désengagement du gouvernement, les dotations de fonctionnement des établissements universitaires pour l'année 2015 ne seront pas signifiées avant le 27 avril. Les regroupements d'établissements d'instituts et d'universités se heurtent aux votes d'opposition dans les comités techniques des établissements comme au CNESER et exacerbent des tensions.

Le dialogue social est au point mort, aucun des chantiers annoncés par le ministère ou demandés par les organisations syndicales n'a commencé depuis bientôt trois ans. Les personnels attendent en urgence le déblocage de leur situation (carrière, rémunération, conditions de travail, ...).

Cette vacance du pouvoir dans l'ESR est inacceptable.

La situation de la communauté universitaire et scientifique est devenue inquiétante. Nous demandons au gouvernement qu'un interlocuteur responsable de la politique de l'Enseignement supérieur et de la Recherche soit désigné sans délai.

Les organisations signataires : CGT-INRA, SNTRS- CGT, FERC-SUP-CGT, SNCS-FSU, SNESUP-FSU, SNEP-FSU, SNPREEES-FO, SupAutonome-FO, SUD-RECHERCHE EPST

Paris, le 22 avril 2015